Ontario

Officeontariendefinancement
Bulletin

www.ofina.on.ca

# Finances de l'Ontario du deuxième trimestre 2008-2009

22 octobre 2008

## Perspectives financières

- Dans beaucoup de pays, l'essoufflement de l'économie découlant de la très grande incertitude économique qui règne actuellement freine la croissance des revenus, ce qui se traduit par une crise financière sans précédent. L'Ontario ne fait pas exception.
- Pour 2008-2009, les revenus de la province devraient diminuer de 1,2 % comparativement à 2007-2008. Il s'agirait de la première baisse des revenus provinciaux depuis 2003-2004. Cette baisse prévue des revenus, conjuguée à la hausse des dépenses dans le domaine de la santé, devrait donner lieu à un déficit de 500 millions de dollars pour 2008-2009, représentant 0,5 % des perspectives de revenus pour cet exercice.

**Service des abonnements courriel**

Visitez www.ofina.on.ca et inscrivez-vous au service des abonnements courriel pour recevoir les dernières mises à jour de la province de l'Ontario :

- Titres d'emprunts
- Bulletin de l'OOF
- Webémissions
- Programme d'emprunts
- Présentations RI
- Autres activités

- Le plan budgétaire de 2008 est marqué au coin de la prudence et comprend une réserve de 750 millions de dollars en 2008-2009 afin de protéger les perspectives financières contre les variations défavorables des revenus et des charges de la province, y compris celles découlant de changements dans le rendement économique de l'Ontario. On a puisé dans la réserve afin de contrebalancer en partie les effets du ralentissement de la croissance économique sur les perspectives financières de l'Ontario. La province maintient une réserve de 200 millions de dollars qui tient compte de l'incertitude économique mondiale qui pourrait avoir des répercussions sur les finances de la province.
- On prévoit que les revenus seront de 96,0 milliards de dollars, soit 0,9 milliard de dollars de moins que le montant prévu dans le budget de 2008. Cette baisse s'explique surtout par le ralentissement de la croissance économique prévu pour 2008. Elle a été contrebalancée en partie par la hausse des transferts du gouvernement du Canada.
- On prévoit actuellement que les charges totaliseront 96,3 milliards de dollars en 2008 2009, soit 0,1 milliard de dollars de plus que le montant prévu dans le budget de 2008. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation des charges du ministère de la Santé et des Soins de longue durée liées à l'utilisation du Régime d'assurance-santé de l'Ontario.
- Face à la baisse des revenus, le gouvernement suit une démarche modérée et équilibrée en retardant ou en ralentissant la mise en oeuvre de certaines mesures entraînant de nouvelles dépenses.
- Dans le climat d'incertitude économique actuel, le gouvernement maintiendra un plan financier prudent comprenant une réserve et des fonds de prévoyance tout en prenant sur-le-champ des mesures de gestion de la croissance des charges. De plus, il continuera de surveiller de près les risques pour la situation économique et financière de l'Ontario et mettra à jour les perspectives et le plan financiers à moyen terme de la province dans le budget de 2009.

| **Résumé financier (en milliards de dollars)** | **Plan budgétaire** | **Perspectives actuelles** | **Variation en cours d'exercice** |
|---|---|---|---|
| **Revenus** | **96,9** | **96,0** | **(0,9)** |
| **Charges** | | | |
| Programmes | 87,3 | 87,4 | **0,1** |
| Intérêt sur la dette | 8,9 | 8,9 | — |
| **Total des charges** | **96,2** | **96,3** | **0,1** |
| Réserve | 0,8 | 0,2 | **(0,6)** |
| **Excédent/(Déficit)** | **0,0** | **(0,5)** | **(0,5)** |

*Nota :* Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Bulletin préparé par l'Office ontarien de financement. Ces données sont présentées à titre d'information uniquement et ne constituent ni une offre de vente ni un démarchage de valeurs mobilières. Elles n'ont été approuvées par aucun organisme de réglementation des valeurs mobilières et la décision d'acheter des valeurs ne doit pas être prise uniquement en fonction de ces données. Il peut y avoir des erreurs ou des omissions attribuables à la conversion électronique, au téléchargement ou à des modifications non autorisées. Certaines déclarations du bulletin peuvent être des déclarations prospectives (forward-looking statements) au sens de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. Les déclarations prospectives comportent des incertitudes, des risques et d'autres facteurs qui pourraient faire que le rendement de l'économie de l'Ontario diffère grandement des prévisions et des perspectives économiques énoncées expressément ou implicitement dans ces déclarations. La province de l'Ontario ne s'engage nullement à mettre à jour ces déclarations prospectives en fonction de nouveaux renseignements obtenus, d'événements futurs ou autres, sauf pour se conformer aux exigences des lois et règlements pertinents. Même si, au moment de les rendre publiques, ces données étaient jugées fiables. **RIEN NE GARANTIT QUE LE PRÉSENT DOCUMENT OU LES RENSEIGNEMENTS QU'IL CONTIENT SONT EXACTS OU COMPLETS.**

## Perspectives économiques

- On s'attend à ce que la croissance économique de la province demeure modeste à court terme en raison de l'incertitude économique accrue qui règne dans le monde.
- Le ministère des Finances a revu à la baisse ses prévisions du taux de croissance du PIB réel en 2008, qui sont passées d'un taux de 1,1 % annoncé dans le budget de 2008 à 0,1 %.
- En moyenne, les experts du secteur privé prévoient maintenant un taux de croissance du PIB réel de l'Ontario de 0,7 % en 2009, ce qui est beaucoup plus faible que le taux de 2,1 % prévu par le ministère des Finances dans le budget de 2008.
- Il règne actuellement un climat d'incertitude économique exceptionnel qui affecte l'Ontario et un grand nombre d'autres économies mondiales. Les prévisions du secteur privé concernant la croissance économique ont changé rapidement pendant la préparation de l'énoncé économique d'automne. Aux fins de planification, le ministère des Finances mettra à jour ses prévisions de croissance économique dans le budget de 2009.

## Points saillants relatifs à l'économie

- Le taux de croissance du PIB réel de l'Ontario a été de 0,3 % au deuxième trimestre, faisant suite à une contraction de 0,4 % au premier trimestre. Ce ralentissement est surtout attribuable à la baisse des exportations, qui ont diminué de plus de 7 % au cours des six premiers mois de l'année. Le PIB réel de l'Ontario a affiché un taux de croissance moyen de 2,3 % entre 2003 et 2007.
- Le volet de l'économie ontarienne fondé sur la demande intérieure est resté solide en 2008. Les dépenses des ménages demeurent vigoureuses. En effet, les dépenses de consommation réelles ont été soutenues, affichant une hausse de 4,6 % au cours de la première moitié de l'année. Quant à elles, les dépenses dans le secteur de la construction résidentielle se sont accrues de 0,9 % en termes réels. Jusqu'à maintenant en 2008, 77 600 logements en moyenne ont été mis en chantier (taux annualisé), comparativement à 69 100 logements au cours de la même période en 2007.
- Contrairement à ce qui se produit dans d'autres territoires, il n'y a pas lieu de penser que les activités de construction de logements sont excessives en Ontario. Si les mises en chantier de logements ont augmenté, les reventes de logements, elles, ont diminué par rapport au niveau record atteint en 2007.
- L'Ontario a créé 104 100 emplois jusqu'à maintenant cette année. Le revenu du travail s'est accru de 4,2 % au cours de la première moitié de l'année grâce notamment à la hausse de l'emploi et des salaires.
- Le taux d'inflation de l'IPC de l'Ontario est passé de 1,8 % en 2007 à 2,2 % en moyenne jusqu'à maintenant cette année. Cette hausse est surtout attribuable à l'augmentation des prix de l'essence et à l'inflation accrue des prix des aliments. Le taux d'inflation de base de l'Ontario sur 12 mois, qui exclut les aliments et l'énergie, a été en moyenne de 1,1 %.
- Au cours des cinq dernières années, la valeur des marchandises de l'Ontario exportées aux États-Unis a diminué de 12,2 %. Les exportations de marchandises ontariennes vers des pays autres que les États-Unis ont plus que doublé pendant cette période.
- Les investissements des entreprises ont été fermes. Les investissements réels dans les machines et le matériel, qui jouent un rôle clé dans l'accroissement de la productivité dans la province, ont augmenté en moyenne de 9 % par année entre 2003 et 2007.

## Mise à jour sur les emprunts

| **Programme d'emprunts 2008-2009 : Province et SFIEO (en milliards de dollars)** | **Plan budgétaire** | **Perspectives actuelles** | **Variation en cours d'exercice** |
|---|---|---|---|
| Déficit/(Excédent) | 0,0 | 0,5 | 0,5 |
| Redressements sans effet sur la trésorerie | (0,9) | 2,0 | 2,9 |
| Investissement dans des immobilisations corporelles | 4,9 | 4,9 | 0,0 |
| Prêts/Investissements nets | 1,3 | 1,1 | (0,2) |
| Dette arrivant à échéance | 20,5 | 20,5 | 0,0 |
| Rachats de titres de créances | 1,0 | 0,6 | (0,4) |
| **Total des besoins en matière de financement** | **26,9** | **29,6** | **2,7** |
| Emprunts auprès du Régime de pensions du Canada | (0,6) | (0,5) | 0,1 |
| Diminution/(Augmentation) des emprunts à court terme | (2,0) | (2,9) | (0,9) |
| Augmentation/(Diminution) de la trésorerie et des équivalents | 0,0 | (1,4) | (1,4) |
| **Total des besoins d'emprunt à long terme sur les marchés publics** | **24,3** | **24,8** | **0,5** |

*Nota :* Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

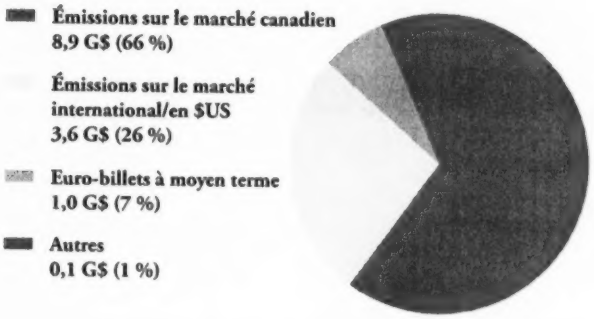
## Mise à jour sur les emprunts (suite)

- En raison du déficit prévu, le total des besoins d'emprunt à long terme sur les marchés publics s'établit à 24,8 milliards de dollars, soit 0,5 milliard de dollars de plus que dans le plan budgétaire et le bulletin *Finances de l'Ontario – premier trimestre*.
- Au 31 mars 2008, la trésorerie et les équivalents étaient de 1,4 milliard de dollars supérieurs aux prévisions du budget de 2008 car les dépenses financées par l'OOF qui devaient être engagées au plus tard à la fin de 2007-2008 ne l'ont été qu'en 2008-2009.
- L'augmentation des emprunts à court terme a pour but de financer l'écart temporaire entre les dépenses en comptabilité d'exercice et les sorties de fonds, tout en visant des réserves de liquidités de 5,4 milliards de dollars au 31 mars 2009, chiffres qui sont conformes au plan budgétaire.
- Les rachats de titres de créances ont diminué de 0,4 milliard de dollars en raison du nombre moins élevé d'Obligations d'épargne de l'Ontario qui ont été rachetées. La diminution de 0,2 milliard de dollars au titre des prêts/investissements nets est surtout attribuable à la baisse des prêts consentis à l'Ontario Power Generation Inc. (OPG). Les emprunts de 0,1 milliard de dollars auprès du Régime de pensions du Canada ont servi à racheter des titres de créances moins avantageux sur le plan des coûts.
- Les tribunaux ont donné toutes les approbations nécessaires à la restructuration du marché du papier commercial adossé à des actifs au Canada. La province s'attend à recevoir ses obligations restructurées au cours du prochain mois. Elle projette de détenir ces obligations jusqu'à leur date d'échéance, et aucune autre radiation n'est prévue à ce moment-ci. En conservant les obligations restructurées jusqu'à leur date d'échéance, la province devrait récupérer presque tout le montant qui a été radié l'exercice dernier. Lors de cet exercice, les frais d'intérêt sur la dette ont été de 209 millions de dollars inférieurs à ce qui avait été prévu dans le budget de 2007, et ce, même après une radiation par la province de 107 millions de dollars relativement à son papier commercial adossé à des actifs. Cette économie de 209 millions de dollars a permis à la province d'effectuer des investissements supplémentaires dans des secteurs prioritaires tels que les services de santé, l'éducation et l'infrastructure.

## Approche en matière d'emprunt

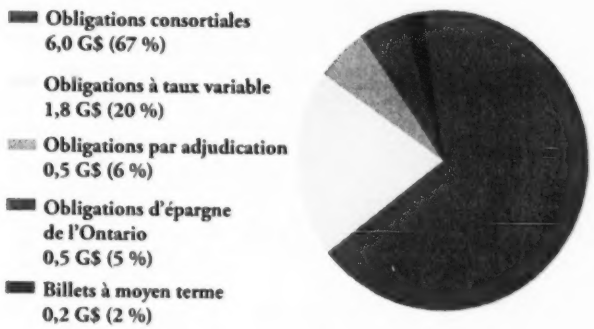
### Tous les marchés

**Total – 13,6 milliards de dollars**




### Marché canadien

**Total – 8,9 milliards de dollars**




- Les besoins provisoires d'emprunt à long terme sur les marchés publics pour 2008-2009 se chiffrent à 24,8 milliards de dollars. Au 10 octobre 2008, la province avait mobilisé 13,6 milliards de dollars, soit 55 % de ses besoins d'emprunt à long terme.
- Les marchés des capitaux sont aux prises avec des défis sans précédent à l'échelle internationale. La province n'est pas à l'abri de la situation qui en découle. L'OOF a toutefois réussi à maintenir le rythme de son programme d'emprunts.
- Environ 66 % des besoins d'emprunt, soit 8,9 milliards de dollars, ont été comblés sur le marché canadien. La province a continué à gérer son programme d'emprunts en ayant recours à des démarches souples et en surveillant les marchés financiers canadiens et internationaux afin de saisir des occasions de limiter les coûts d'emprunt. La province envisage généralement de combler 25 % de ses besoins d'emprunt sur les marchés internationaux. Environ 34 % de ces besoins, soit quelque 4,7 milliards de dollars, ont été comblés de cette façon jusqu'à présent en 2008-2009, comparativement à 14 % pour tout l'exercice 2007-2008. Les obligations émises en devises étrangères ont été les suivantes : trois émissions d'obligations planétaires en dollars américains; des euro-billets à moyen terme en livres sterling, en francs suisses et en dollars américains; et un prêt en yens japonais.
- Les agences de notation donnent une note élevée à la dette de l'Ontario. Moody's lui accorde la note Aa1; S&P et DBRS, la note AA.

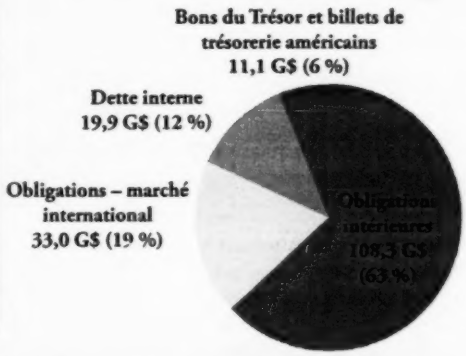
## Portefeuille de la dette

- La dette totale de la province, qui se chiffre à 172,3 milliards de dollars, est constituée d'obligations émises sur les marchés financiers publics à court et à long terme et d'une dette interne.
- La dette contractée sur les marchés publics totalise 152,4 milliards de dollars et consiste principalement en obligations émises en 11 devises sur les marchés publics canadiens et internationaux à long terme.
- L'Ontario a aussi une dette interne de 19,9 milliards de dollars contractée en dollars canadiens. La dette interne est constituée de titres de créances qui sont détenus par des régimes de retraite du secteur public de l'Ontario et l'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada.

**Obligations – marché international :**

- Dollar canadien
- Dollar américain
- Euro
- Dollar néo-zélandais
- Franc suisse
- Yen japonais
- Dollar australien
- Livre sterling
- Rand sud-africain
- Dollar de Hong Kong
- Nouvelle livre turque

***172,3 milliards de dollars canadiens***



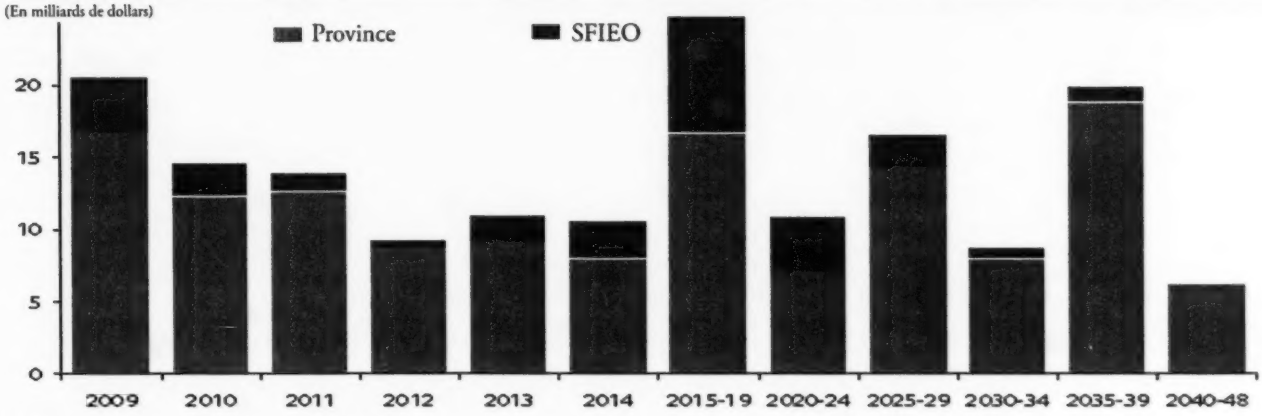

## Statistiques – dette

| **Dette** | |
|---|---|
| Dette totale | 172,3 milliards de $ |
| Dette nette[1] | 146,3 milliards de $ |
| Déficit accumulé[1] | 106,1 milliards de $ |
| Dette nette[1]/PIB | 24,5 % |
| Déficit accumulé[1]/PIB | 17,8 % |
| **Statistiques sur la dette** | |
| Pourcentage des emprunts contractés sur les marchés publics | 88,4 % |
| Pourcentage d'émissions en $CAN | 83,8 % |
| Taux d'intérêt effectif (moyenne pondérée) | 5,53 % |

| **Exposition aux risques** (% de la dette) | **Risque actuel** | **Limite de la politique** |
|---|---|---|
| **Province** | | |
| Exposition nette aux risques associés aux changements des taux d'intérêt | 13,4 | 35,0 |
| Exposition aux risques de change | 0,1 | 5,0 |
| **SFIEO** | | |
| Exposition nette aux risques associés aux changements des taux d'intérêt | 21,1 | 35,0 |
| Exposition aux risques de change | 0,0 | 5,0 |

La dette totale comprend la dette consolidée contractée sur les marchés publics et la dette interne. La dette nette équivaut à la différence entre le total des passifs et le total des actifs financiers. Au 30 septembre 2008. [1] Projeté au 31 mars 2009.

## Dette arrivant à échéance




Exercice se terminant le 31 mars; au 30 septembre 2008.
Exclut la dette à court terme et les autres passifs ainsi que l'impact différentiel du financement futur. Suppose que les titres de créances avec options seront rachetés le plus tôt possible.

L'Office ontarien de financement est un organisme de la province de l'Ontario chargé des activités provinciales d'emprunt et de gestion de la dette.

**Pour nous joindre**
Relations avec les investisseurs
Office ontarien de financement
1, rue Dundas Ouest, bureau 1400
Toronto (Ontario) M7A 1Y7
Canada

Téléphone 416 325-0918
Télécopieur 416 204-6694
www.ofina.on.ca
investor@ofina.on.ca